

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE
Direction des Moyens Généraux
Pôle exploitation
Hôtel du département
Boulevard de France
91012 EVRY CEDEX



PRESTATIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS POUR LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE :

**LOT 1 : GARDIENNAGE DES BATIMENTS ET DES SITES
DEPARTEMENTAUX EN LIEN AVEC LE SERVICE DE
SECURITE DU DEPARTEMENT ET LES CHEFS
D'ETABLISSEMENTS DES SITES DEPARTEMENTAUX**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée passée en application des articles 30 et 77 du code des marchés
publics

SOMMAIRE

Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1. OBJET	4
1.2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	4
1.3. FORME DU MARCHE	4
1.4. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	4
1.5. LIEU D'EXECUTION	5
Article 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
2.1. LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
2.2. LES PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	5
Article 3 - DISPOSITIONS GENERALES.....	6
3.1. DISPOSITIONS GENERALES DES PARTIES	6
3.2. COTRAITANCE	6
Article 4 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	6
4.1. DUREE DU MARCHE	6
4.2. DELAIS D'EXECUTION	7
Article 5 - NATURE DES PRESTATIONS.....	7
Article 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
6.1. LES DEVIS	7
6.1.1. Prestations non urgentes	7
6.1.2. Prestations urgentes	8
6.2. L'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	8
6.3. REPRESENTATION	9
6.4. LE POUVOIR ADJUDICATEUR	9
6.5. MODALITES D'EXECUTION	9
6.5.1. Lieux et horaires d'exécution	9
6.5.2. Responsabilité du titulaire	10
6.6. CLAUSE SOCIALE	10
6.6.1. L'engagement du titulaire	10
6.6.2. Les publics visés.....	10
6.6.3. Les modalités de mise en oeuvre.....	11
6.6.4. La mise en œuvre de la clause d'insertion	11
6.6.5. Le contrôle de l'action d'insertion	11
Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISIONS APRES VERIFICATIONS.....	12
7.1. LES OPERATIONS DE VERIFICATION	12
7.2. ADMISSION – AJOURNEMENT - REFACTION	12
Article 8 - CONFIDENTIALITE.....	12
Article 9 - DOCUMENTS REMIS AU TITULAIRE	12
Article 10 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SECURITE	12
10.1. GARANTIE FINANCIERE	12
10.2. AVANCE	13
10.2.1. Modalités de versement de l'avance	13
Article 11 - SOUS-TRAITANTS.....	13
11.1. AGREMENT ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	13
11.2. VALIDATION DES FACTURES DU SOUS-TRAITANT	14

Article 12 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	14
12.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	14
12.2. VARIATION DES PRIX	15
12.2.1. Etablissement des prix des marchés	15
12.2.2. Modalité de variation des prix.....	15
12.3. CLAUSE DE PREAVIS	15
12.4. CLAUSE DE SAUVEGARDE	15
12.5. APPLICATION DE LA TVA	15
Article 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	16
13.1. ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	16
13.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	16
Article 14 - PENALITES	17
14.1. PENALITES DE RETARD	17
14.2. PENALITES LIEES AUX PRESTATIONS	17
14.3. PENALITES POUR CONSTAT DE DEFAUT DANS LA TENUE OU DANS L'ABSENCE DU MATERIEL REQUIS PAR LA MISSION	18
14.4. PENALITES POUR NON REMISE DU DEVIS	18
14.5. PENALITES POUR NON RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE :	18
14.6. PENALITES EN CAS DE MANQUEMENT A LA REGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE	18
Article 15 - ASSURANCES	18
Article 16 - REGLEMENTATION DU TRAVAIL	19
Article 17 - RESILIATION – REDRESSEMENT JUDICIAIRE	19
17.1. RESILIATION DES MARCHES	19
17.2. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	19
17.3. CLAUSE COMMUNE AUX DIFFERENTS CAS DE RESILIATION	20
Article 18 - LANGUE ET UNITE MONETAIRE.....	20
Article 19 - DROIT ET ATTRIBUTION DE COMPETENCES	20
Article 20 - DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	20

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) concernent les prestations relatives à la sécurité des personnes et des biens pour le département de l'Essonne : Lot 1 gardiennage des bâtiments et des sites départementaux en lien avec le service de sécurité du département et les chefs d'établissements des sites départementaux.

1.2. Description des prestations

Le Conseil général de l'Essonne comprend environ 130 sites susceptibles de faire l'objet, de manière ponctuelle ou récurrente d'une mission de gardiennage. On distingue plusieurs typologies de bâtiments selon leur nature et leur spécificité de fonctionnement. Ainsi, Il peut s'agir aussi bien de bâtiments à caractère administratif (ex : Cité administrative), que social (Maison Départementale des Solidarités (MDS), Institut Départemental de l'Enfance et de la Famille (IDEF), ou culturel (Musée de la Photographie, Domaine départemental de Chamarande). Il peut s'agir par ailleurs, de missions itinérantes relatives au gardiennage ponctuel de matériel et d'installation préalablement à une manifestation, extérieur aux sites départementaux.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le « CCTP »

Le titulaire ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions techniques prévues par le marché.

1.3. Forme du marché

Le marché est à prix mixtes tels qu'indiqués dans l'acte d'engagement.

Il s'agit d'un marché à bons de commande avec fixation des montants minimum et maximum annuels dans les limites fixées à l'article 1.4 ci-après.

1.4. Décomposition en tranches et en lots

L'opération se décompose en deux lots :

Le présent marché est à bons de commande avec fixation de montants annuels minimum et maximum passés en application de l'article 77 du Code des marchés publics, et définis comme suit :

Lot 1 : gardiennage des bâtiments et des sites départementaux en lien avec le service de sécurité du département et e les chefs d'établissement des sites départementaux

Montant minimum annuel de 100.000 € H.T

Montant maximum annuel de 400.000 € H.T

Lot 2 : Accueil et protection du public lors des manifestations départementales (consultation distincte)

Montant minimum annuel : 10 000 € H.T

Montant maximum annuel : 50 000 € H.T

Les prestations commandé(e)s figurent au bordereau de prix afférent au lot 1.

Les prestations seront commandées au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commandes.

Les prestations faisant l'objet de la présente consultation doivent être conformes dans tous les domaines aux dispositions édictées en la matière par les lois, décrets et arrêtés et par les textes d'application, soit généraux, soit le cas échéant spécifiques du produit.

1.5. Lieu d'exécution

Département de l'Essonne et départements limitrophes

Article 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1. Les pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'ordre de priorité des pièces est le suivant :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement
- Le bordereau des prix
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les bons de commande à intervenir
- Le cadre de réponse
- Le cas échéant le mémoire technique

B) Pièces générales :

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 - JORF N°0066 du 19 mars 2009(*)

(*) Cette pièce n'est pas jointe au dossier mais est réputée connue des parties.

2.2. Les pièces à remettre au titulaire – cession ou nantissement des créances

Le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement de chaque marché, seulement à la demande expresse du titulaire.

Article 3 - DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Dispositions générales des parties

Les stipulations de l'article 3 du C.C.A.G.- « fournitures courantes et services » sont applicables, et notamment en ce qui concernent :

- ✓ La forme des notifications et informations ;
- ✓ Les modalités de computation des délais d'exécution des prestations ;
- ✓ La représentation du pouvoir adjudicateur ;
- ✓ La représentation du titulaire ;
- ✓ La cotraitance ;
- ✓ La sous-traitance le cas échéant ;

3.2. Cotraitance

Les règles relatives à la Cotraitance sont fixées par les articles 51, 102 et 106 du Code des marchés publics.

En cas de groupement d'entreprises, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est celle d'un groupement solidaire.

L'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-FCS s'appliquent.

Article 4 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1. Durée du marché

Le marché est passé pour une période **d'un an** à compter de sa date de notification. Il pourra être renouvelé **trois fois** par le pouvoir adjudicateur à compter de la date d'anniversaire de sa notification pour une durée d'un an supplémentaire sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

A défaut de décision expresse prise par le pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois avant la fin de sa durée de validité, le présent marché sera considéré comme tacitement reconduit.

La décision de non reconduction sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception au titulaire deux mois avant l'expiration de la première période. Le titulaire devra en accuser réception. La décision de non reconduction ne donnera pas lieu à versement d'indemnités.

4.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés par le pouvoir adjudicateur dans chaque bon de commande en tenant compte du caractère urgent ou non urgent des prestations. Plusieurs bons de commande pourront être émis simultanément.

Ce délai s'entend en jours calendaires (samedi, dimanche, jours fériés et période de congés compris).

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G-F.C.S.

Article 5 - NATURE DES PRESTATIONS

Les dispositions particulières sont décrites au CCTP et ses annexes.

Article 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. Les devis

Le pouvoir adjudicateur, préalablement à l'émission d'un bon de commande, pourra demander par écrit un devis. Celui-ci pourra être envoyé par mail, FAX ou par courrier.

Conformément à l'article 1.2.4 du CCTP, le titulaire aura à assurer deux types de prestations : Les prestations dites non urgentes et les prestations dites urgentes. Selon le type de prestation concernée, les commandes seront engagées de la façon suivante :

6.1.1. Prestations non urgentes

Pour les prestations non urgentes (prestations planifiables avec intervention possible dans les 2 jours ouvrés), le pouvoir adjudicateur procède, par téléphone, par télécopie et/ou par courriel, à l'émission d'une demande d'intervention précisant :

Le lieu et la nature de l'intervention

Le nombre et la qualification requise des agents

La durée et les horaires d'intervention

A réception de la demande, le titulaire peut dès lors prendre toutes les mesures préparatoires nécessaires à l'exécution de la prestation. Il doit alors transmettre un devis au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 4 heures ouvrées à compter de la réception de cette demande par courriel et/ou télécopie. Ce devis étant établi sur la base du bordereau des prix, il n'est que la traduction de l'expression du besoin.

En cas de remise de devis dans un délai supérieur à 4 heures ouvrées, des pénalités seront appliquées dans le cadre de l'article 14 du CCAP.

A réception du devis et après accord du pouvoir adjudicateur, un bon de commande sera engagé par ce dernier.

6.1.2. Prestations urgentes

Pour les prestations urgentes, le titulaire doit être en mesure de répondre à des demandes d'intervention au regard d'évènements imprévisibles par nature et nécessitant une sécurisation urgente des biens et/ou des personnes.

Ces interventions pourront être directement engagées par le personnel départemental habilité à cet effet, sur simple contact téléphonique, confirmé par télécopie ou par courriel. Le délai d'intervention ne devra pas excéder deux heures calendaires.

La commande comprendra :

Le lieu et la nature de l'intervention

Le nombre et la qualification requise des agents

La durée prévisible et les horaires d'intervention (sachant que la durée prévisible pourra être prolongée en cas de nécessité).

Il est précisé que ces devis ne sont pas des pièces contractuelles.

6.2. L'émission des bons de commande

Conformément aux dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics, les prestations feront l'objet de bons de commande, notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire au fur et à mesure des besoins.

En cas de cotraitance, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire du marché. Ils précisent les prestations décrites dans chaque marché dont l'exécution est demandée et en déterminent les quantités. Ils seront signés par le Président du Conseil Général ou de toute autre personne habilitée.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

La durée d'exécution des bons de commande ne doit pas avoir pour effet de prolonger l'exécution du marché dans les conditions qui méconnaîtraient l'obligation de remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Chaque bon de commande précisera :

- La référence du marché (n° et objet)
- Le nom de la personne habilitée qui passe la commande, ses coordonnées téléphoniques ainsi que la Direction concernée,
- Le numéro et la date du bon de commande
- L'identification du titulaire
- La nature et la description des prestations à effectuer
- Les délais d'exécution des prestations
- Les quantités de prestations à exécuter
- Les lieux d'exécution des prestations ainsi que le nom du contact sur site et son numéro de téléphone
- La qualification du personnel demandé
- Le montant du bon de commande

- Le montant de la TVA

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quatre jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le chef du service de la sécurité intérieure de la direction des Moyens Généraux, (ou les représentants qu'ils ont mandaté) est le seul habilité à assurer la gestion et la politique de sécurité.

Il en résulte que la politique des achats ne relève ni du titulaire du marché ni des services utilisateurs qui n'ont pas le droit de passer de commandes directes au titulaire. Si le titulaire reçoit directement une commande émanant d'un service non habilité à passer une commande, il devra la refuser immédiatement et en avertir sans délai le service gestionnaire. En cas contraire, le titulaire en assurera la conséquence.

6.3. Représentation

Conformément à l'article 3.4 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet(ces) interlocuteur(s) sera (ront) notamment chargé(s) de veiller à la bonne exécution des prestations sur le plan juridique et commercial et pour tout ce qui concerne la facturation. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur, dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Dans ce cadre, ce ou ces représentants sera (ront) invité (s) régulièrement afin de s'assurer de la bonne exécution des prestations et prendre en compte d'éventuelles difficultés et interrogations liées à l'exécution du marché. Ce type de rencontre a vocation à prévenir d'éventuels problèmes ainsi qu'à permettre parfois des ajustements nécessaires.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché (fusion, cession...).

6.4. Le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est représenté par la Directrice des moyens généraux ou son représentant.

6.5. Modalités d'exécution

6.5.1. Lieux et horaires d'exécution

Les prestations se déroulent dans leur grande majorité sur le territoire du département de l'Essonne. Certaines prestations peuvent cependant se dérouler de façon exceptionnelle sur l'ensemble du territoire francilien.

Le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur pourra émettre plusieurs demandes simultanées d'intervention pour les prestations urgentes comme pour les prestations non urgentes. Le titulaire doit donc être en capacité de mener plusieurs opérations simultanées sur l'ensemble du territoire.

La liste indicative des principaux sites pouvant faire le plus souvent l'objet d'opérations de gardiennage figure à titre indicatif à l'annexe du CCTP.

Comme il est mentionné à l'article 6.2 du présent CCAP, les adresses des sites figureront sur chaque bon de commande ainsi que le nom d'un contact sur le site et son numéro de téléphone.

6.5.2. Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité du personnel et des moyens à mettre en œuvre pour une exécution des prestations conforme aux stipulations du présent marché, y compris pour les sous-traitants auxquels il aurait recours dans le cadre de prestations de services du marché.

6.6. Clause sociale

6.6.1. L'engagement du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser, **sur la durée d'exécution annuelle du marché, et pour chaque reconduction**, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, à hauteur de 10 heures de travail par tranche de 10 000 € H.T de prestations facturées.

L'exécution de la clause d'insertion peut ne pas être immédiate. Le titulaire peut attendre de cumuler 20 d'heures d'insertion pour débiter l'exécution de la clause. Le titulaire doit alors réaliser les heures d'insertion dues depuis le début de l'exécution du marché.

A l'issue de chaque année d'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé afin de rendre compte de l'évolution des personnes en insertion concernées et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent marché.

6.6.2. Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont notamment concernés : les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

6.6.3. Les modalités de mise en oeuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés : le titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire ;
- 3ème modalité : l'embauche directe par le titulaire du marché.

6.6.4. La mise en œuvre de la clause d'insertion

Afin d'obtenir des informations sur la mise en œuvre de la clause d'insertion, vous pouvez solliciter :

Madame MAURICE ou Monsieur SERRE
Coordonnateurs Clauses sociales
Direction des Finances et de la Commande Publique
Tel : 01.60.91.93.07 ou 16.73
pmaurice@cq91.fr ou bserre@cq91.fr

6.6.5. Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé. A cet effet, il produit tous les 3 mois, avec la facture, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation, etc...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion.

Les informations à apporter seront déterminées conjointement avec le pouvoir adjudicateur et le titulaire après notification du marché.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévues à l'article 14-5 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs. Dans ce cas, le facilitateur du PLIE, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le pouvoir adjudicateur peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 14-5 du présent CCAP.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées à l'occasion de l'exécution du marché.

Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISIONS APRES VERIFICATIONS

7.1. Les opérations de vérification

Par dérogation aux articles 22 et 23 du CCAG-FCS, les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par la personne habilitée de la direction émettrice dans un délai de « **3 jours** » maximum ouvrés à compter de la date de la prestation. Passé ce délai et sans décision expresse du pouvoir adjudicateur, l'admission des prestations est réputée acquise.

Les opérations de vérification sont les suivantes :

- Vérifications quantitatives :
 - Dénombrement des agents (nombre d'agents demandés)
- Vérifications qualitatives :
 - Respect des qualifications demandées, de la tenue réglementaire et du matériel requis pour la mission,
 - Respect des diplômes et attestations demandées,
 - Respect des prestations demandées,
 - Qualité des prestations demandées.

7.2. Admission – ajournement - réfaction

A l'issue des opérations de vérification, la personne habilitée prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions de l'article 25 du CCAG-FCS.

Article 8 - CONFIDENTIALITE

Tout manquement à cette obligation entraîne l'application de l'article 18 (conditions de résiliation) du présent « CCAP ».

Article 9 - DOCUMENTS REMIS AU TITULAIRE

« Sans objet »

Article 10 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SECURITE

10.1. Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

10.2. Avance

10.2.1. Modalités de versement de l'avance

Le montant minimum annuel du marché étant supérieur à 50 000€HT, une avance est proposée au titulaire. Si le titulaire accepte l'avance prévue à l'article 5 de l'acte d'engagement, son montant est fixé à 5 % du montant minimum annuel du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

10.2.2. Modalités de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte lorsque le montant des prestations réalisées par le titulaire atteint 65% du montant minimum annuel du marché.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du montant minimum du marché.

Article 11 - SOUS-TRAITANTS

11.1. Agrément et paiement des sous-traitants

Le titulaire peut, en cours d'exécution du marché, sous-traiter certaines parties de ses prestations dans les conditions fixées à l'article 3.6 du Cahier des Clauses Administratives Générales de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G./ FCS.), à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux articles 112 à 117 du Code des marchés publics.

En cas de sous-traitance, le titulaire doit faire parvenir, au pouvoir adjudicateur, un acte spécial DC4, à l'adresse suivante :

Monsieur le Président du Conseil général de l'Essonne
Direction des Moyens Généraux
Pôle exploitation
Bd de France
91012 Evry cedex

Ce document indique la somme que le pouvoir adjudicateur doit régler auprès du sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Aucune prestation ne pourra être réalisée par le sous-traitant avant son agrément par le pouvoir adjudicateur. De même, aucun paiement direct du sous-traitant ne pourra avoir lieu en l'absence d'agrément par le pouvoir adjudicateur.

Il est précisé que le titulaire reste responsable de l'exécution de son marché même s'il en sous-traite une partie.

Le titulaire est tenu de coordonner les prestations des sous-traitants éventuellement proposés.

Tout manquement à ces obligations entraîne, après mise en demeure restée infructueuse pendant 15 jours, l'application de l'article 17 du présent « C.C.A.P. ».

Le sous-traitant bénéficie légalement du paiement direct pour toute prestation d'un montant supérieur à 600 € T.T.C..

11.2. Validation des factures du sous-traitant

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée dans le marché par le pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

L'accord du titulaire pourra être matérialisé par l'apposition de la mention suivante explicite sur les factures du sous-traitant :

« L'ensemble des prestations générant cette facture ont été effectuées selon le marché (citer le numéro de référence qui figure en première page de l'acte d'engagement) par la société XXXXXXXXXX, sous-traitant déclaré selon l'acte spécial de sous-traitance en date du XXXX.

Article 12 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

12.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires indiqués dans le bordereau de prix unitaires, selon les stipulations de l'article 3 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, outre le prix des prestations en elles-mêmes, les prix sont réputés comprendre notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, aux tenues et équipements de sécurité nécessaires à l'exécution des prestations, aux frais de séjours et de repas lors de périodes d'intervention, aux frais de main-d'œuvre, ainsi que les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

12.2. Variation des prix

12.2.1. Etablissement des prix des marchés

Les prix de références sont fixés au bordereau des prix établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo) mois de la remise des offres.

12.2.2. Modalité de variation des prix

Les prix du bordereau des prix sont fermes la première année d'exécution du marché.

La révision des prix intervient annuellement à la date anniversaire de la notification du marché par référence à l'indice du coût horaire du travail tous salariés – l'ICHTrev-TS « activités spécialisées, scientifiques, techniques » mensuellement publié au bulletin mensuel de la statistique (BMS) au moyen de la formule suivante :

$$P = P_o (0.125 + 0,875 (I/I_o))$$

Dans lequel

P = prix révisé

P_o = prix unitaire indiqué au bordereau des prix

I_o = dernier indice connu au mois Mo

I = dernier indice connu au mois de la révision des prix

12.3. Clause de préavis

Le titulaire s'engage à faire connaître ses nouveaux tarifs par tout moyen écrit permettant d'établir une date certaine au **plus tard 1 mois** avant l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs.

Dans le cas où le titulaire ne présenterait pas ses nouveaux tarifs dans les délais demandés ci-dessus, les tarifs de la première période ou de la période précédente seront reconduits d'office durant la période suivante d'exécution.

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à faire connaître son accord ou son refus au plus tard dans les « 15 jours » avant l'entrée en vigueur de ce nouveau tarif.

12.4. Clause de sauvegarde

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application du nouveau tarif lorsque l'augmentation de celui-ci est supérieure à 4 % du tarif précédemment accepté.

Des documents justificatifs devront être produits à l'appui de toute demande d'augmentation.

12.5. Application de la TVA

Le taux de TVA à appliquer est celui en vigueur le jour du fait générateur. Il est mentionné sur le bordereau de prix.

Article 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

13.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Selon les modalités définies à l'article 13.2 suivant, le titulaire adressera des factures détaillées. Ces factures datées seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- le numéro du marché et du bon de commande
- les prestations livrées et admises avec les quantités
- la date de livraison
- le montant hors taxe de la prestations en question éventuellement révisé ou mis à jour
- le taux de la TVA
- le montant total TTC des prestations livrées
- la date de facturation et le n° de la facture
- le cas échéant le montant de l'écotaxe ou de toute autre taxes ou taxes parafiscales

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

HOTEL DU DEPARTEMENT
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE
Direction des Moyens Généraux
Pôle exploitation
Boulevard de France
91012 EVRY CEDEX

13.2. Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG-FCS.

La demande de paiement est adressée au pouvoir adjudicateur après la décision d'admission des prestations.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi au titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans le délai global de 30 jours conformément à l'article 98 du Code des marchés publics. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement du titulaire par les services du pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code des marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

En cas de dépassement de ce délai, le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de

refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 14 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS la disposition selon laquelle le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300€ H.T pour l'ensemble du marché n'est pas applicable au présent marché.

Ces pénalités pourront se cumuler en fonction des manquements constatés par les personnels habilités du pouvoir adjudicateur.

Certaines pénalités pourront être cumulatives, mais seront plafonnées à 50 % du montant de la commande.

14.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités s'élèveront comme suit :

Des pénalités seront appliquées en cas de non-respect des délais (heures, mise à disposition du personnel et délai de remplacement du personnel) portés sur les bons de commande. Le titulaire du marché encourra alors la pénalité de retard suivante :

- Pénalité forfaitaire de 30 € par quart d'heure de retard pour une vacation de jour
- Pénalité forfaitaire de 60 € par quart d'heure de retard pour une vacation de nuit

Tout retard compris entre la première et la quinzième minute est considéré comme un retard de 15 minutes. Les pénalités sont applicables par quart d'heure effectif de retard.

Elle est plafonnée à 50 % du montant de la commande.

14.2. Pénalités liées aux prestations

Le titulaire encourra une pénalité forfaitaire de 200 € HT par vacation dans les cas suivants :

- 1- manquement à une consigne de sécurité ou comportement inadéquat (Discipline, boissons alcoolisées et produits illicites, acte de malveillance...)
- 2- mise à disposition d'un agent qui ne répond pas au niveau de qualification spécifié et aux exigences réglementaires dans le bon de commande.
- 3- acte de maltraitance ou défaut d'entretien par un agent cynophile à l'encontre de son chien.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renvoyer un agent dès l'instant où il constatera

- un manquement à une consigne de sécurité ou un comportement en inadéquation avec les missions confiées (consommation de boissons alcoolisées ou de produits illicites, non respect de la discipline...),
- qu'un agent mis à disposition pour effectuer une prestation n'a pas les qualifications requises ou ne peut justifier de ses qualifications et de sa conformité aux exigences réglementaires,
- qu'un animal a été maltraité.

4- absence totale de l'agent requis pour effectuer une prestation déterminée (ou du chien d'un agent cynophile le cas échéant).

14.3. Pénalités pour constat de défaut dans la tenue ou dans l'absence du matériel requis par la mission

A chaque fois que le pouvoir adjudicateur constatera un défaut dans la tenue d'un agent ou une absence de matériel requis par la mission (laisse, muselière,...), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renvoyer l'agent concerné. En tout état de cause, le titulaire du marché encourra une pénalité forfaitaire de 60 € HT par vacation.

14.4. Pénalités pour non remise du devis

Excepté les demandes de prestations urgentes, le titulaire encourra une pénalité forfaitaire de 30 € HT par jour ouvré de retard au cas où il remettrait un devis au-delà des 4 heures ouvrées prévues.

14.5. Pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique :

En cas de non respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 50 € HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 € HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

14.6. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, celui-ci encoure, après mise en demeure assortie d'un délai restée infructueuse, la pénalité suivante :

- 5% du montant minimal HT du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2, L.8224-5 du code du travail.

Par ailleurs, si le titulaire ne régularise pas sa situation, le marché pourra être résilié dans les conditions de l'article 17 ci-après.

Article 15 - ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché dont il est le titulaire et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment, durant l'exécution de son marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Article 16 - REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché dont il est le titulaire et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire fournira tous les six mois, dès la conclusion de son contrat et jusqu'à la fin d'exécution du marché dont il est le titulaire notamment :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions. (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Article 17 - RESILIATION – REDRESSEMENT JUDICIAIRE

17.1. Résiliation des marchés

Les conditions de résiliation sont fixées au chapitre 6 du CCAG-FCS.

Le marché pourra être résilié en cas d'augmentation tarifaire supérieure au montant mentionné dans la clause de sauvegarde.

En cas de non remise par le titulaire, des documents prévus à l'article 17 , le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts de celui-ci, après mise en demeure restée infructueuse, sans que cela puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de ce délai, le titulaire disposera d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

17.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article [L622-13 du code du commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à [l'article L.641-10 du code du commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17.3. Clause commune aux différents cas de résiliation

Dans tous les cas de résiliation, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de commande ainsi que toute commande émise avant la date de résiliation.

Le cas échéant, il peut être pourvu à l'exécution du marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire comme il est précisé à l'article 36 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG / FCS).

Article 18 - LANGUE ET UNITE MONETAIRE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. L'unité monétaire de règlement des comptes est l'euro.

Article 19 - DROIT ET ATTRIBUTION DE COMPETENCES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de chaque marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation selon les modalités fixées à l'article 37 du CCAG-FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal administratif compétent sera celui de Versailles, 56 avenue St Cloud, 78000 Versailles, tél. : 01 39 20 54 00, Télécopieur : 01 39 20 54 36, adresse internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>.

Article 20 - DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 3.1 Obligations générales des parties du présent « CCAP » déroge à l'article 4 « pièces contractuelles » du CCAG-FCS

L'article 6.2 Emission des bons de commande. du présent « CCAP » déroge à l'article 3.4 « bon de commande » du CCAG-FCS

L'article 6.3 représentation. du présent « CCAP » déroge à l'article 3.4 « représentant du titulaire » du CCAG-FCS

L'article 7.1 Opération de vérification du présent « CCAP » déroge à l'article 25.1 « admission des prestations » du CCAG/FCS

L'article 7.2 admission réfaction ajournement du présent « CCAP » déroge à l'article 254.2 « ajournement » du CCAG/FCS

L'article 14 Pénalités du « CCAP » déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

En cas de conflit entre le CCAG-FCS et le CCAP, les clauses contenues dans ce dernier prévaudront.